

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

**DES \$\$\$**  
**POUR LE**



**LOGEMENT**  
**SOCIAL!**



## Engagements **URGENTS** réclamés pour stopper la **CRISE DU LOGEMENT!**

Le logement n'est pas un bien de consommation ordinaire; il est indispensable à toutes et à tous et c'est un déterminant de la santé et de l'éducation.

Au Québec, **244 120 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement**; ils habitent dans un logement trop cher, trop petit et/ou en mauvais état; leur revenu médian n'est que de 17 612 \$ par an. Avec un loyer moyen de 760 \$ par mois, le privé ne répond absolument pas à leurs besoins.

Pour se mettre à l'abri des soubresauts du marché, des reprises de possession, des transformations ou des conversions faites pour de plus grands profits et/ou de la négligence de propriétaires abandonnant leurs logements, le meilleur moyen est le **logement social**. Il est sans but lucratif, propriété collective, subventionné et il permet d'être logé convenablement, à un prix raisonnable.

Mais les investissements du fédéral dans le logement social représentent une part insignifiante de son budget. En 1993, le gouvernement fédéral a versé 2,1 milliards \$ à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour ses programmes en habitation (dont l'essentiel pour les logements sociaux); cela représentait 1,3 % du budget de dépenses du fédéral de cette année-là. En mars dernier, le gouvernement fédéral a versé 2,6 milliards \$ à la SCHL (dont une partie pour soutenir le développement de logements privés supposément abordables et l'accession à la propriété privée); cela représente à peine 0,9 % du budget des dépenses fédérales de cette année. Si Ottawa avait maintenu les mêmes investissements dans le logement social qu'au début des années 1990, on en compterait maintenant 75 000 de plus au Québec...

**Vu le manque criant de logements véritablement abordables** pour les gens à faible et à modeste revenus, **vu la richesse du gouvernement fédéral** et **vu les engagements du Canada en faveur du droit au logement**, le **FRAPRU revendique des engagements électoraux ambitieux de la part des partis politiques** en lice aux élections générale d'octobre 2019 :

- 1. Investir au moins 2 milliards \$ par année dans la construction de nouveaux logements sociaux;**
- 2. Dédier l'essentiel des sommes prévues dans la Stratégie canadienne sur le logement au logement social, notamment pour rénover des logements privés en mauvais état et les transférer à des coopératives ou des OBNL d'habitation;**
- 3. Garantir tous les fonds nécessaire pour rénover, améliorer et moderniser les logements sociaux déjà construits, de même que pour maintenir les loyers des ménages pauvres qui y habitent à moins de 30 % de leur revenu.**

Le futur gouvernement fédéral doit mettre un terme à la crise du logement qui s'enracine au Québec et au Canada ! Trop de ménages voient leur budget défoncé, mois après mois, à cause d'un loyer qui n'en finit plus de monter. Trop de personnes tombent malades à cause de mauvaises conditions de logement. Trop de familles sont chassées de leur quartier parce le privé construit surtout des petites habitations très chères.

**Les partis politiques doivent s'engager  
pour le droit au logement et pour le logement social !**

